

AMPLIFIONS LE RAPPORT DE FORCE JUSQU'AU RETRAIT

Une déferlante humaine... Plus 2 millions de manifestantes et manifestants ont défilé dans toute la France hier : 38 000 personnes à Lyon, 50 000 à Toulouse, 25 000 à Rennes, 400 000 à Paris et des cortèges historiques dans les villes moyennes.



COMMUNIQUÉ

De toutes évidence, les organisations syndicales dont la CGT ont, indéniablement, remporté la bataille des idées puisque les salarié·es, les retraité·es ont répondu massivement présent.es pour s'opposer fermement à cette réforme que veut nous imposer le gouvernement.

Les personnels de l'Éducation sont venus, en masse, grossir les cortèges et les taux de grévistes ont rarement été aussi élevés dans les établissements et services : de nombreuses écoles fermées (par exemple en Seine-Saint-Denis 300 écoles fermées), de nombreux cours non assurés dans le 2nd degré. Dans les services administratifs, de vie scolaire, de

nombreux et nombreuses collègues étaient en grève.

Les personnels de l'Éducation, à l'instar d'une majorité de salarié·es de ce pays n'envisagent pas de devoir travailler plus longtemps. Ils ne l'envisagent pas, ils ne l'acceptent pas.

Alors que l'inflation galopante touche une grande majorité de la population, le ministre a convoqué, dans ce contexte, toutes les organisations syndicales le mercredi 17 janvier, pour lancer les concertations sur les revalorisations salariales pour les personnels enseignants. Le moins que l'on puisse dire c'est que cette réunion a brillé par l'absence d'annonces et les propos du ministre n'ont en rien différé avec ceux qu'il a pu tenir au mois d'octobre. Aucune précision, notamment, sur les modalités du Pacte, c'est-à-dire des revalorisations conditionnées à l'exercice de missions supplémentaires. Rien non plus, sur les modalités d'augmentation « socle » de 10%, si ce n'est la confirmation que ce n'est qu'une

moyenne, pour la première partie de carrière seulement et qu'elle comprend les mesures Blanquer et la revalorisation du point d'indice de juillet. Pire, il n'y a aucune annonce pour les autres catégories de personnels.

Pour la CGT Éduc'action, revaloriser l'ensemble des personnels et pas seulement les personnels enseignants, est une urgence. Elle refusera et combattra toutes mesures qui iraient dans le sens du « travailler plus pour gagner plus ». La question salariale est intimement liée à la question des retraites. C'est pourquoi, la CGT Éduc'action restera ferme sur l'exigence de revalorisations conséquentes pour toutes et tous et ne participera pas aux pseudos concertations du ministère.

La bataille contre cette réforme des retraites pourrait être longue et rude mais le rapport de force est en notre faveur ; nous l'avons démontré hier. La prochaine journée interprofessionnelle de grève aura lieu le 31 janvier.

D'ici là, la CGT Éduc'action dépose des préavis de grève pour chaque semaine et appelle à une semaine d'actions dès le 23 janvier dans l'Éducation et en interprofessionnelle. Elle appelle les personnels à se réunir en assemblées générales et à impulser les suites de la mobilisation en tournant dans les établissements, écoles et services. Elle soutient toutes les grèves et mobilisations locales décidées par les intersyndicales et les assemblées générales. Retour ligne automatique

Enfin la CGT Éduc'action appelle à amplifier la grève et les manifestations le 31 janvier et à construire la reconduction dès le 31, si le gouvernement ne retire pas son projet de loi.

Montreuil, le 20 janvier 2023